



HAL
open science

Les communautés de contributeurs, la véritable “ ressource critique ” de l’Internet ?

Francesca Musiani

► To cite this version:

Francesca Musiani. Les communautés de contributeurs, la véritable “ ressource critique ” de l’Internet ?. Marta Severo, Sébastien Shulz, Olivier Thuillas, Culture en partage: Guide des plateformes culturelles contributives, Fyp éditions, 2022. halshs-03806057

HAL Id: halshs-03806057

<https://shs.hal.science/halshs-03806057>

Submitted on 27 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les communautés de contributeurs, la véritable « ressource critique » de l'Internet ?

Francesca Musiani

postface à Marta Severo, Sébastien Shulz, Olivier Thuillas (2022) *Culture en partage. Guide des plateformes culturelles contributives*, Fyp éditions, p. 280-282

Internet a permis l'émergence de nouvelles formes de rassemblement et de collectif qui organisent la production, la consommation et la diffusion d'informations¹. La notion de communauté électronique (ou virtuelle, ou en ligne...) a fait l'objet d'une très ample et précoce littérature qui s'est beaucoup attachée, notamment à en montrer les spécificités par rapport au monde « hors ligne » et à en comprendre les ressorts, sans qu'il y ait d'ailleurs accord sur ce qui permet de faire « communauté », ni sur la définition que l'on donne à ce terme².

Par ailleurs, Internet bouleverse les marchés en agissant sur la circulation des biens et des services, leur réception, leur mise en mots, les discours qui les accompagnent. Plus spécifiquement, il renouvelle, à travers les services basés sur le Web, les mécanismes et les communautés par lesquels des ressources spécifiques sont appréciées, évaluées, recommandées. Certains sont formalisés, en permettant d'attribuer des « marques de valeur » à un contenu, à un bien, à un individu ; d'autres, plus informels, offrent la possibilité de commenter, de donner des avis, d'exprimer des préférences, d'interagir avec d'autres usagers, de comparer des opinions³.

Dans ce scénario foisonnant de collectifs, de tâches qu'ils assument ou qui leur sont imposés, de dispositifs techniques qui leur fournissent une base, des questions se posent : qu'est-ce qu'un contributeur à l'ère du numérique, et qu'est-ce que façonne une communauté de contributeurs ? Quel est le statut, ou quels sont les multiples statuts, de ce que ces communautés produisent ? Quelles architectures techniques, sous-tendant les dispositifs dont ces collectifs se servent, permettent de favoriser, contraindre ou libérer la parole et sauvegarder l'ouverture des contenus et l'interopérabilité des instruments ?

La réponse à ces questions n'a rien d'évident, et ce pour plusieurs raisons qui ont trait au lien supposé entre décentralisation/distribution et émancipation/*empowerment*.

Les plateformes de contribution sur Internet ont, tout comme l'Internet lui-même, plusieurs « couches » qui peuvent être organisées de différentes façons selon les niveaux – par exemple, la propriété des moyens de production, l'architecture/conception technique, l'organisation sociale et la gouvernance du travail ou la propriété de la ressource produite⁴. Ces dernières années, l'intérêt pour des plateformes décentralisées à un ou plusieurs de ces niveaux s'est accru. Au cours du processus, les motivations pour adopter la décentralisation et la

¹ Je me permets au cours de cette préface de citer plusieurs articles dont je suis l'auteure ou la co-auteure, si des lecteurs souhaitaient en savoir plus sur les travaux que j'ai menés (souvent avec différent.e.s collègues) au fil du temps sur plusieurs phénomènes d'intérêt pour ce livre, et que je ne peux qu'esquisser ici.

² François Huguet, Cécile Méadel et Francesca Musiani, 2015, « Communautés distribuées », pp. 61-64 in Cécile Méadel, Francesca Musiani (coord.), 2015, *Abécédaire des architectures distribuées*, Presses des Mines, 246 p. [Texte intégral](#)

³ Cécile Méadel, Francesca Musiani et Joëlle Farchy, « Les alchimistes de la parole en ligne. Valorisation et ré-intermédiation de l'activité des internautes », *Communication* [En ligne], vol. 34, n° 1, 2016. DOI : 10.4000/communication.6793. [Texte intégral](#)

⁴ Mélanie Dulong de Rosnay, Francesca Musiani, 2016, "Towards a (De)centralization-Based Typology of Peer Production", *tripleC: communication, capitalism & critique*, vol. 14, n° 1, p. 189-207. [Full text](#)

distribution se sont élargies, passant d'une stratégie d'opposition à des entreprises particulières ou à des éléments de réglementation spécifiques à des propositions d'une « vision » alternative de ce que devraient être les entreprises et les institutions juridiques et étatiques⁵. Deux dynamiques principales ont alimenté cette tendance : la première a été l'émergence de la technologie blockchain (en particulier avec Bitcoin, en réponse à la crise financière de 2008), et la seconde a été stimulée par les révélations d'Edward Snowden sur les opérations de surveillance de masse facilitées par un certain nombre d'entreprises de télécommunications et de géants de la Silicon Valley, pour le compte de la National Security Agency des États-Unis. Ces événements ont considérablement sensibilisé le grand public aux modèles commerciaux basés sur la surveillance et les données personnelles des entreprises technologiques quasi monopolistiques, et à leurs « liaisons dangereuses » avec les agences de sécurité de l'État⁶.

Cependant, le lien entre ces différents niveaux de décentralisation et de distribution, la mesure dans laquelle les uns influencent les autres, et contribuent à « encapaciter » (*empower*) les utilisateurs des plateformes en ligne restent sujets à débat. En conséquence des dynamiques mentionnées précédemment, tant la décentralisation que la notion d'autorité en ligne ont pris un sens plus large et la décentralisation est devenue un objectif technique, politique, économique et social en soi, dépassant les cercles spécialisés des hackers et des technologues. Appréciation plus large de la décentralisation en tant que principe et vision qui n'est pas dépourvue d'effets secondaires. Comme l'a dit Philip Agre, chercheur en études de l'information et pionnier de l'Internet, en 2003, « l'architecture est politique, mais ne doit pas être comprise comme un substitut à la politique »⁷ ; les technologies décentralisées sont trop facilement supposées, en raison de leurs qualités techniques, produire des résultats politiques, sociaux et économiques décentralisés.

Pour une meilleure compréhension de l'écosystème des plateformes de contribution qui peuplent l'Internet actuel, il nous faut prendre au sérieux la leçon de Philip Agre, et apprécier en détail dans quelle mesure différents enjeux économiques, sociaux, juridiques et techniques compliquent l'image d'une « traduction » linéaire d'une architecture technique décentralisée vers un système socio-économique décentralisé réussi, ou d'un modèle technique centralisé vers une structure socio-politique *top-down*. Ce livre, en prenant en considération la pluralité d'acteurs et d'enjeux que sous-tendent aujourd'hui de nombreuses plateformes de contribution, contribue à nuancer et à questionner cette linéarité.

Enfin, il est bon de souligner que ces plateformes de contribution existent au sein de, et contribuent à façonner, un écosystème numérique complexe, celui de l'Internet et de sa gouvernance – qu'un groupe de travail des Nations Unies a pu définir en 2005 comme « l'élaboration et l'application par les États, le secteur privé et la société civile, dans le cadre de leurs rôles respectifs, de principes, normes, règles, procédures de prise de décisions et programmes communs propres à modérer l'évolution et l'utilisation de l'Internet »⁸. Depuis que l'Internet est devenu un phénomène de masse et une « *global facility* », on retrouve donc dans sa régulation un mélange de coordination technique, de développement de normes et de politiques publiques, et parmi les acteurs qui coordonnent ou soutiennent ces systèmes normatifs, une pluralité de profils qui incluent les institutions, le secteur privé, ou encore la

⁵ Ksenia Ermoshina, Francesca Musiani, 2022, *Concealing for Freedom. The Making of Encryption, Secure Messaging and Digital Liberties*, Mattering Press, 267 p. [Texte intégral](#)

⁶ Francesca Musiani, 2013, "Dangerous Liaisons? Governments, Companies, and Internet Governance", *Internet Policy Review*, vol. 2, issue 1. DOI : 10.14763/2013.1.108. [Full text](#)

⁷ Philip E. Agre, 2003, "P2P and the promise of internet equality", *Communications of the ACM*, issue 46, no. 2: 39-42.

⁸ <https://www.wgig.org/docs/WGIGREPORT.pdf>

société civile organisée ou les « simples » citoyens⁹. On voit très bien cette diversité et cette variété ressortir, fiche après fiche, au fil du présent livre.

On voit également s’esquisser un certain nombre de questions cruciales qui préoccupent actuellement les chercheurs en gouvernance d’Internet et du numérique. En premier lieu, la « datafication », la captation de données, et les risques associés à la vie privée qui en découlent : la participation à ces activités de contribution en ligne donne lieu à la production ou à la visibilité, parfois volontaire mais très fréquemment implicite ou non volontaire, d’informations personnelles qui circulent, sont captées, agrégées et réutilisées, ce dont les contributeurs n’ont pas toujours ou complètement connaissance¹⁰. En deuxième lieu, on voit apparaître en filigrane des questions de souveraineté numérique : bon nombre de plateformes en ligne, y compris de nombreuses plateformes de contribution, ne sont pas hébergées sur le territoire français ou européen, avec des conséquences techniques et juridiques sur les traitements des données que les utilisateurs contribuent ou des contenus qu’ils créent¹¹. Enfin, il est question de l’interopérabilité de ces plateformes, la mesure dans laquelle elles peuvent dialoguer entre elles techniquement dans une perspective de mise en commun des ressources et de leur accessibilité par le plus grand nombre. A l’heure de la « fidélisation forcée » et de la formation de silos informationnels par de nombreux acteurs du numérique, il est très important que les espaces visant au partage de ressources culturelles favorisent l’interopérabilité et, le cas échéant, certains principes qui ont été pour la première fois formalisés dans le Règlement général pour la protection des données de 2018, tels que la portabilité des données¹². Au croisement de ces différentes dynamiques de gouvernance – captation et protection des données, souveraineté, interopérabilité – opèrent les plateformes de contribution et les communautés qui en constituent la force vitale.

Cette préface n’a certes pas eu pour ambition de répondre à la très grande question « qu’est-ce qu’une communauté en ligne ? ». Plus modestement, elle se limitera à suggérer que cette question est toujours aussi pertinente pour les praticiens et les chercheurs d’Internet, et est chaque jour mise à l’épreuve par la naissance et le développement de formes organisationnelles qui rassemblent, de façon souvent fluide et évolutive, des utilisateurs, des contributeurs, des porteurs de connaissances ou de contenus informationnels, qui souhaitent en assurer la mise en commun ou la pérennité. L’ouvrage que vous êtes sur le point de lire contribue, de façon originale et diversifiée, à la compréhension de ces enjeux.

Ces formes organisationnelles sont l’un des principaux moteurs d’Internet et du numérique, en le rendant – malgré les tendances au quasi-monopole et à l’effet boule de neige qu’on connaît, favorisés par les grandes plateformes numériques – un espace riche et diversifié, où, entre niches et interstices, la possibilité de l’alternative et de la diversité puisse continuer à exister, parfois en co-existence, à l’occasion plus paisible qu’on pourrait le penser, avec l’Internet « marchand » et « centralisé ». Si dans l’histoire de l’Internet et de sa gouvernance on tend à utiliser l’expression « ressources internet critiques » pour parler des éléments de son infrastructure qui sont cruciaux pour le fonctionnement correct et stable du réseau des réseaux¹³, la capacité de ces différentes communautés et collectifs à se structurer et à

⁹ Francesca Musiani, 2022, « La gouvernance d’Internet, brève histoire d’un espace à controverses », *Terminal*, 132-133. [Texte intégral](#)

¹⁰ Francesca Musiani, *Internet et vie privée*, UPPR Éditions, 2017, 103 p. [Résumé](#).

¹¹ Francesca Musiani, 2022, “*Infrastructuring digital sovereignty: a research agenda for an infrastructure-based sociology of digital self-determination practices*”, *Information, Communication & Society*, Published online: 13 Mar 2022.

DOI: [10.1080/1369118X.2022.2049850](https://doi.org/10.1080/1369118X.2022.2049850) / Disponible en version auteur sur [Hal](#)

¹² <https://gdpr-info.eu/art-20-gdpr/>

¹³ <https://dig.watch/topics/critical-internet-resources>

(sur)vivre, dans une perspective de mise à disposition de ressources et de leur jouissance en tant que bien commun, pourrait bien être la « ressource critique » cachée de l'Internet toujours plus commercial d'aujourd'hui.